



Élections européennes : un double séisme politique qui nous oblige !

La FSU 01, Fédération Syndicale Unitaire des agent-es fonction publique de l'éducation, des collectivités territoriales, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'enseignement agricole, de l'environnement et de Pôle emploi devenu France Travail, analyse le résultat électoral du 9 juin comme un séisme politique, qui oblige le monde du travail, les organisations syndicales et les citoyen-nes à refonder d'urgence et de façon durable une nouvelle unité.

La décision de dissolution de l'Assemblée Nationale est une seconde secousse qui impose un changement de cap impératif. **L'extrême droite a été, est et sera toujours un danger pour la démocratie. La FSU 01 réaffirme que l'extrême droite est l'ennemie du monde du travail, de l'écologie, des libertés publiques et de la démocratie.**

Sa dangerosité atteint aujourd'hui un niveau inquiétant. Avec au niveau national 37,5% des suffrages exprimés, (RN 32,4% et Reconquête 5,1%), c'est le plus haut score pour l'extrême droite sous la V^e République. C'est un moment charnière au niveau national comme européen.

Les conséquences seraient encore décuplées si lors de la prochaine étape électorale nationale, les 30 juin et 7 juillet prochains, l'extrême-droite s'installait à la tête de l'Assemblée nationale. **Cela aurait un impact néfaste sur la vie quotidienne des travailleurs et travailleuses**, qu'ils soient du secteur public ou privé, sans emploi ou à la retraite, ainsi que sur la jeunesse, les femmes et toutes les personnes victimes de discriminations. Car au quotidien, dans ses programmes et dans ses votes, aussi bien au Parlement européen qu'en France, l'extrême-droite prouve qu'elle est l'ennemie du monde du travail, de l'écologie, des droits des femmes, des libertés publiques et de la démocratie : refus d'inscrire l'IVG dans la Constitution, soutien à la répression des mouvements sociaux, refus de la justice fiscale pour augmenter les salaires notamment.

L'extrême-droite se nourrit de la colère et du désespoir, entretenus par une politique macroniste qui poursuit ses attaques contre le monde du travail et les conquises sociales. Face au règne d'un néolibéralisme fondé sur la financiarisation de l'économie, qui aggrave les inégalités sociales, continue à piller les richesses de la planète, érige la concurrence en principe, ce qui aboutit à dresser les un-es contre les autres et favorise les réponses identitaires et de repli sur soi : il y a urgence.

C'est bien la question de la société dans laquelle nous voulons vivre qui est posée à cet instant crucial où les coups de boutoir du néo-libéralisme ont produit leurs effets délétères, mais pas définitifs, et où l'extrême droite arrive aux portes du pouvoir en se nourrissant du ressentiment social tout en promouvant une accélération de ces logiques de division de la société et de repli sur soi. L'heure est grave et nos responsabilités n'en sont que plus grandes. Nous avons toutes les cartes en main pour porter au plus haut nos exigences de progrès social et enrayer cette dynamique infernale qui, au final, fait toujours le jeu des puissants. La FSU de l'Ain appelle donc toutes les consciences démocratiques à prendre la mesure de la gravité de ce moment en ce qui concerne les libertés publiques et les droits fondamentaux tant dans le monde du travail que dans la société. Il reste moins de 20 jours pour fédérer, au-delà des clivages habituels, les forces sociales démocratiques et progressistes, qu'elles soient syndicales, politiques, associatives ou citoyennes. La FSU 01 y contribuera pleinement.

Regroupons-nous, syndiquons-nous, mobilisons-nous, imposons dans le débat les alternatives écologistes, humanistes et de progrès social, imposons la justice sociale et environnementale, refusons la régression fasciste, les replis identitaires, la xénophobie.